Ecoles connectées : la bonne blague

Crédit photo : dalbera (flickr)

Dans le cadre des « investissements d'avenir », l'état lance un appel à projet « écoles connectées ». Dans l'absolu, c'est bien de vouloir amener de l'internet avec un débit correct dans des écoles où y'en a pas encore.

Je reprends les mots clés hein, c'est important : internet, école, investissement, avenir, projet.

Bien, on peut consulter l'appel à projet ici. Pour une fois, le gouvernement fait les choses bien, il a été envoyé à L'ENSEMBLE des opérateurs inscrits à l'ARCEP. Bon point.

Je vous le résume si vous n'avez pas le temps : « si t'es opérateur et que tu peux fournir, sur un territoire, une connexion descendante d'au moins 16Mbps et montante d'au moins 2Mbps, fais voir tes offres, et si l'état les trouve bien, on dira aux écoles que tu existe et il se peut qu'elles te contactent d'ici la fin de l'année pour s'abonner, suite à quoi, l'état donnera 400 € par école pour couvrir les frais d'installation. Ah, au fait, le hertzien, c'est bien ».

Décortiquons :

- « Le hertzien c'est bien » mais je croyais que les ondes, les chtit's n'enfants, c'était pas bien, même qu'il parait qu'on a une loi qui dit que… ah… on n'en parle pas ? OK. Et le principe de précaution… non… non plus ? OK.
- « 16Mbps descendants et 2Mbps montants » donc déjà, de base, l'ADSL et le SDSL on oublie. Ça tombe bien puisque cet appel à projet concerne globalement des établissements scolaires qui ne sont pas (ou peu) éligibles au haut débit.
- Bon, du coup, on pourrait penser livrer de la fibre à des endroits où c'est possible et terminer en wireless jusqu'aux écoles. C'est pas mal ça, mais dans l'appel à projet, il faut fournir des offres « sur un territoire » et avant de déployer ce genre de truc faut regarder la topographie et compagnie… donc non plus.
- Bon, y reste quoi ? Ah ben oui, le satellite. Mais euhhh, les quotas de transfert de données, le truc qui marche pas quand y'a du brouillard ou de la neige, la latence, tout ça… ah, on n'en parle pas non plus ? OK.

Donc en fait, c'est pas un appel à projet, c'est une demande de conventionnement entre l'éducation nationale et les opérateurs qui achètent des bouts de bande de fréquence à Eutelsat. Mais pour avoir une bonne image et qu'on nous taxe pas de ficeler des trucs sans le dire à personne, on va l'envoyer à tout le monde. D'ailleurs, pas besoin de se taper le papier pour deviner ça, rien que le montant (400 €) indiqué rappelle furieusement les aides des conseils généraux à l'installation de connexions satellite chez les particuliers. Au passage, 400 € pour une parabole, c'est du vol, même installation comprise.

Bon, à coté de ça, une bonne nouvelle : nous avons une nouvelle secrétaire d'état en charge du numérique depuis hier. Nous allons donc pouvoir tester sa réactivité et son efficacité.

Madame Lemaire, vous serait-il possible de torpiller cette horreur et de faire les choses bien pour l'avenir de nos enfants ? En vrac :

- Commencer par un recensement de toutes les méthodes de connexion possibles et imaginables sur le territoire et une réflexion sur la façon d'aider les plus pertinentes et les moins coûteuses en argent public plutôt que de commencer par demander les offres commerciales.
- Prendre en considération le fait que le satellite est tout sauf un investissement et tout sauf l'avenir.
- Cesser de vouloir toujours faire remonter les aides concernant l'aménagement numérique au plus haut (d'abord les départements, maintenant on parle des régions…) et soutenir les initiatives de désenclavement portées par les collectivités locales (comme à Tonnerre par exemple)
- Et pourquoi pas, rêvons un peu, faire en sorte que d'autres collectivités locales fassent de même

Car en dehors des zones ou les modèles des grands opérateurs peuvent s'appliquer, il a déjà été prouvé par A+B à maintes reprises (rien que le fiasco Numéo en est un parfait exemple) qu'il n'y a que la connaissance du terrain et l'action locale qui peuvent apporter des solutions durables.

Je vous invite à lire ma petite série au sujet des collectivités. Vous pourriez y découvrir, si vous ne le saviez pas déjà, qu'il n'est nul besoin de dépenser un seul centime supplémentaire pour faire arriver du débit dans la cambrousse, que non seulement c'est indispensable pour l'avenir mais que c'est en prime une probable source d'économie et de développement.

Je suis à votre disposition pour en parler, si vous voulez.